

LE PLAN D'ACTION MONDIAL DE LA DIRECTRICE GENERALE UNE OCCASION A SAISIR

La reprise mondiale se poursuit. Bien que cette reprise ne soit pas encore achevée, la conjoncture plus favorable offre une occasion de s'attaquer à des défis importants afin de parer les risques baissiers de moyen terme, de reconstituer les coussins et d'accroître la production potentielle. Les pays devraient entreprendre des réformes bien échelonnées pour rehausser leur productivité, améliorer leur gouvernance, ainsi que réduire l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics et les risques futurs. Les réformes devraient aussi avoir pour objectif d'exploiter les bienfaits de la technologie et de l'intégration économique, ainsi que de veiller à ce qu'ils soient largement partagés. Pour s'attaquer aux enjeux économiques mondiaux, il convient de continuer de coopérer et d'agir conjointement au niveau de l'ensemble des pays membres. Le FMI aidera ses pays membres au moyen de conseils adaptés à leurs circonstances et d'aide au développement de leurs capacités, et est prêt à leur offrir une aide financière à l'appui de leurs programmes d'ajustement.

Conjoncture actuelle	
La reprise de l'activité économique mondiale se poursuit...	<p>Les perspectives du scénario de référence s'améliorent progressivement, avec une augmentation notable de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi qu'un regain de confiance. À court terme, les facteurs qui influencent les perspectives sont plus ou moins équilibrés, mais, à moyen terme, ils sont orientés à la baisse, notamment en raison de possibles tensions financières, de l'incertitude entourant la direction de la réglementation financière, de la montée des tensions géopolitiques et des craintes concernant des pratiques commerciales restrictives. Par ailleurs, si la poursuite d'une politique monétaire accommodante est nécessaire pour soutenir la croissance et ramener l'inflation à sa cible, elle a encouragé l'accumulation de certains risques pour la stabilité financière. La faible croissance de la productivité continue de peser sur les perspectives de croissance à plus long terme.</p> <p>Dans les pays avancés, les écarts de production diminuent et les tensions déflationnistes sont en recul, mais l'inflation reste inférieure aux cibles. Par ailleurs, la croissance demeure trop faible dans beaucoup de pays avancés et reste tributaire de mesures macroéconomiques de soutien. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance s'accélère de manière générale : la demande extérieure se redresse, plusieurs grands pays exportateurs de matières premières se stabilisent progressivement et d'autres profitent d'un soutien de la politique macroéconomique. Mais les perspectives de nombreux pays émergents et pays en développement demeurent modestes, et celles des pays exportateurs de matières premières, en particulier de carburants, restent compliquées. Parmi les risques à moyen terme figurent des retournements des flux de capitaux et des poches</p>

	croissantes de vulnérabilité liées à la croissance du crédit et à la fragilité des bilans.
<p>... offrant la possibilité de prendre des mesures pour accroître la résilience et rehausser la croissance à moyen terme, ainsi que gérer les enjeux liés à la technologie et à l'intégration.</p>	<p>Le redressement bienvenu de l'activité mondiale offre une occasion de s'attaquer à des défis importants et de réduire les risques baissiers, notamment en veillant à ce que des coussins appropriés soient mis en place, ainsi que d'optimiser le rendement des réformes structurelles de manière à accroître la production potentielle. Une croissance cyclique plus élevée accroît l'efficacité des réformes structurelles, telles que la libéralisation des marchés de produits, la protection de l'emploi et les allocations de chômage, et offre la possibilité de mettre en œuvre des mesures qui rehaussent le taux d'activité et la croissance de la productivité, en particulier dans les pays avancés.</p> <p>Cela peut améliorer les perspectives à moyen terme, qui continuent de souffrir du vieillissement de la population, du niveau élevé de la dette publique et privée, de l'incertitude élevée qui entoure la situation économique et l'action des pouvoirs publics, et de la mauvaise gouvernance.</p> <p>Une croissance plus élevée donne aussi l'occasion de mettre en œuvre des mesures qui font en sorte que les bienfaits des progrès technologiques et de l'intégration économique mondiale soient partagés de manière plus large. Comme indiqué dans le Plan d'action mondial du printemps 2017, les progrès technologiques ont favorisé l'intégration commerciale et financière, ce qui a rehaussé le niveau de vie mondial, a accéléré le transfert de connaissances et a créé des possibilités d'investissement. Cependant, ces changements structurels ont aussi entraîné des déplacements sur le marché du travail, une hausse des inégalités et un effilochage de la cohésion sociale, principalement dans les pays avancés. Le manque de solutions claires a affaibli la confiance dans les institutions à un moment où il est nécessaire de se reposer sur des structures solides et fiables.</p>
<p>Politique économique et priorités</p>	
<p>Soutenir la reprise et profiter de l'occasion pour redynamiser les perspectives de croissance à moyen terme et réduire les déséquilibres</p>	<p>Pour soutenir la reprise, il convient d'ajuster la politique économique en fonction de l'évolution de l'environnement macroéconomique et des positions respectives des pays dans le cycle conjoncturel. Dans les pays avancés, la politique monétaire devrait être accommodante étant donné le bas niveau de l'inflation et les capacités de production inemployées qui subsistent dans la plupart des pays. Dans les pays qui disposent de marge de manœuvre budgétaire, la politique budgétaire doit soutenir la croissance. Lorsque ces marges sont limitées par la nécessité d'éviter une dynamique de la dette qui pourrait être</p>

<p>extérieurs excessifs</p>	<p>déstabilisatrice, la reprise offre une occasion de reconstituer des coussins, même si la politique économique doit être calibrée de manière à soutenir la croissance et l'équité sociale autant que possible. Les politiques structurelles, qui sont plus efficaces pendant des phases ascendantes du cycle, sont vitales pour accélérer la croissance de la productivité et rehausser les perspectives de croissance. Pour de nombreux pays, une réduction des obstacles sur les marchés du travail et de produits permettra une allocation des ressources plus efficiente. Il doit être prioritaire aussi d'augmenter l'offre de main-d'œuvre et l'investissement dans des infrastructures de qualité. Certains pays avancés ayant des déficits d'infrastructures peuvent accroître les infrastructures existantes et en améliorer la qualité. Le calibrage des mesures de politique économique, comme noté plus haut, peut contribuer à réduire les déséquilibres extérieurs excessifs, qui se concentrent maintenant de plus en plus dans les pays avancés, d'une manière qui soit propice à la croissance.</p> <p>Dans les pays émergents et les pays en développement, les priorités varient selon les positions dans le cycle conjoncturel et les obstacles de moyen terme. Un assainissement des finances publiques propice à la croissance est nécessaire dans certains pays, en particulier dans les pays exportateurs de produits de base et les pays fortement endettés. Les priorités en termes de réformes structurelles varient aussi, mais, de manière générale, les pays doivent chercher à accroître l'efficacité de leurs dépenses publiques, à améliorer le climat des affaires pour catalyser l'investissement privé et réduire le déficit d'infrastructures, à améliorer la gouvernance et à entreprendre de vastes réformes sur les marchés de produits et du travail.</p> <p>Le renforcement de la résilience financière reste une priorité absolue pour la plupart des pays, étant donné le niveau élevé des prix des actifs. Les mesures macroprudentielles peuvent compléter la supervision et la réglementation microprudentielles afin de se protéger des risques, notamment ceux liés à la normalisation de la politique monétaire et à la volatilité des flux de capitaux. La flexibilité du taux de change peut aussi constituer un moyen important d'absorber un choc. Par ailleurs, une accélération de la réparation des bilans du secteur privé et de la résolution des créances douteuses peut contribuer à débloquer l'investissement et à maîtriser les risques baissiers.</p> <p>Pour les pays à faible revenu, il reste essentiel d'accroître les recettes domestiques et de développer les marchés financiers locaux pour financer les besoins de développement, tout en préservant la viabilité des finances publiques. Quelques pays exportateurs de matières</p>
------------------------------------	---

	<p>premières doivent aussi mettre en œuvre des mesures qui facilitent la diversification de leur économie.</p>
<p>Exploiter pleinement les bienfaits de la technologie et de l'intégration</p>	<p>Grâce à la reprise mondiale, il est plus facile d'entreprendre des réformes difficiles, mais nécessaires, pour non seulement accroître la productivité, mais aussi renforcer l'inclusion et réduire au minimum les perturbations afin que chacun puisse profiter des progrès technologiques et de l'intégration. Une croissance riche en emplois dans une ère où les progrès technologiques sont rapides exigent une main-d'œuvre suffisamment flexible pour s'ajuster aux changements économiques. Il s'agit en priorité de renforcer l'inclusion financière, de fournir des services de qualité dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement des qualifications, y compris l'apprentissage sur toute la durée de vie, de faciliter la mobilité interne et d'offrir des possibilités de mobilité sociale. La coopération entre les pouvoirs publics et les employeurs, par exemple en ce qui concerne une formation professionnelle structurée et des services de garde d'enfants à des prix abordables, peut promouvoir la participation des jeunes et des femmes au marché du travail, ce qui accélérerait la croissance et contribuerait à réduire les inégalités entre hommes et femmes, ainsi que les inégalités globales. Des dispositifs adéquats de sécurité sociale peuvent aider les populations qui souffrent des changements structurels et du chômage.</p>
<p>Promouvoir la résilience et la confiance dans les institutions</p>	<p>Les pays auront besoin de dispositifs d'action crédibles, qui reposent sur des institutions solides et efficaces, afin de maintenir la cohésion économique et sociale alors que les progrès technologiques et l'intégration mondiale exposent les économies et les individus à des chocs et à l'incertitude économique. En s'attachant à mettre en place des cadres d'action solides pour gérer des flux de capitaux élevés et volatils, à reconstituer des amortisseurs budgétaires si cela se justifie ou à faire face à une évolution démographique défavorable et à une baisse des recettes tirées des matières premières, il sera plus facile pour les dirigeants de réagir de manière efficace à l'évolution des conditions cycliques. Il est essentiel de renforcer la gouvernance pour dégager un appui aux réformes qui sont nécessaires pour accélérer la croissance à long terme et veiller à la mise en place de conditions équitables pour tous à l'échelle nationale. Il est nécessaire de redoubler d'efforts pour lutter contre des problèmes communs tels que la fraude et l'évasion fiscales, la corruption, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.</p>
<p>Coopérer pour s'attaquer à des</p>	<p>Un dispositif multilatéral de coopération qui privilégie l'ouverture par rapport au protectionnisme a favorisé l'expansion sans précédent du commerce et de la finance à l'échelle internationale, dont ont bénéficié</p>

<p>problèmes communs</p>	<p>considérablement les consommateurs et les producteurs. Il est possible d'optimiser les bienfaits de la poursuite de l'intégration en coopérant dans le cadre d'un système commercial ouvert et fondé sur des règles, qui, avec les institutions, s'ajuste en fonction de l'évolution de l'économie mondiale et assure des conditions équitables pour tous. Il est nécessaire aussi d'agir de manière collective pour s'attaquer à des problèmes communs de moyen terme. Les pays en situation d'excédent ou de déficit extérieur doivent coopérer dans un cadre multilatéral pour réduire les déséquilibres excessifs, qui, s'ils ne sont pas maîtrisés, peuvent freiner la croissance mondiale et accroître le risque de corrections déstabilisatrices. Il est nécessaire de progresser vers les objectifs de développement durable 2030, et il convient de déployer des efforts à l'échelle mondiale pour faire face aux conséquences des pandémies, des cyber risques, des changements climatiques et des catastrophes naturelles, des conflits, des migrations, ainsi que des crises de réfugiés et autres crises humanitaires.</p>
<p>Ce que le FMI fera</p>	
<p>Le FMI restera agile et établira des conseils propres à chaque pays mais néanmoins intégrés, pour aider ses pays membres à tirer parti de l'occasion qui se présente. En collaboration avec d'autres organisations, le FMI aidera les pays à déterminer le bon calibrage de leur politique économique pour accélérer la croissance et exploiter les bienfaits de la technologie et de l'intégration au profit de tous, tout en promouvant la résilience.</p>	
<p>Aider les dirigeants à maintenir la reprise et à s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité</p>	<p>Le FMI fournira des conseils adaptés à chaque pays membre sur le calibrage des politiques économiques qui permettrait de soutenir la reprise mondiale, notamment en les aidant à déterminer les marges de manœuvre budgétaire. Le FMI renforcera ses activités de surveillance, notamment en y intégrant l'analyse des questions macrofinancières et en affinant son évaluation des déséquilibres extérieurs. Le rapport intérimaire à venir évaluera la mise en œuvre de la revue de la surveillance de 2014, recensera les facteurs de pression qui voient le jour et contribuera à orienter la prochaine revue. Les travaux concernant l'impact de la persistance de taux d'intérêt bas et le rôle des mesures macroprudentielles seront utiles pour se protéger des risques financiers et à accroître la résilience à la volatilité des flux de capitaux. Le FMI souscrira aux efforts qui continueront d'être déployés pour s'attaquer au manque de données afin de favoriser le suivi des risques pesant sur le secteur financier.</p>
<p>Aider à rehausser les perspectives de</p>	<p>Le FMI continuera d'analyser le ralentissement de la productivité, y compris les problèmes de mesure dans une économie numérique, et établira les priorités en matière de réformes structurelles pour rehausser</p>

<p>croissance soutenue</p>	<p>la productivité, l'investissement et la croissance. Les services du FMI approfondiront aussi l'analyse de l'impact des réformes structurelles sur la résilience macroéconomique aux chocs. Étant donné les déficits d'infrastructures élevés qui existent dans beaucoup de pays, le FMI examinera les enseignements tirés de l'initiative de soutien à la politique d'infrastructures dans la surveillance, mettra à jour le cadre d'évaluation de la gestion des infrastructures publiques et souscrira au Pacte du G20 avec l'Afrique.</p>
<p>Aider les pays à faible revenu</p>	<p>Pour aider les pays à faible revenu dont les perspectives sont moroses, le FMI définira des mesures visant à débloquer leur potentiel de croissance et à être plus résilients aux chocs, notamment en continuant de diversifier leur économie, en accroissant les recettes domestiques et en maîtrisant la hausse des vulnérabilités liées à la dette publique. Pour soutenir ces efforts, le FMI intègre les objectifs de développement durable 2030 et le Programme de financement du développement dans ses travaux lorsque cela relève de son mandat, notamment en renforçant le développement des capacités relatives à la mobilisation des recettes domestiques, en continuant de renforcer les capacités budgétaires dans les pays fragiles, en développant les marchés financiers, ainsi qu'en promouvant la qualité et la disponibilité des données. Lors de la revue de ses facilités en faveur des pays à faible revenu, le FMI examinera l'aide qu'il apporte aux pays, y compris les petits pays, face aux catastrophes naturelles et aux conflits, tout en veillant à ce que le dispositif d'autofinancement du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance soit maintenu. Les travaux se poursuivront aussi pour veiller à ce que le fonds dispose de ressources suffisantes pour l'octroi de prêts concessionnels.</p>
<p>Contribuer à mieux faire partager les bienfaits des progrès technologiques et de l'intégration</p>	<p>Le FMI aidera ses pays membres à atteindre une croissance inclusive, en collaborant avec d'autres institutions pour analyser les implications macroéconomiques et budgétaires de la technologie et de l'intégration. Les services du FMI s'appuieront sur les études récentes des mesures qui s'attaquent aux inégalités et aux autres coûts connexes de l'ajustement, notamment en approfondissant l'analyse des perspectives des jeunes sur le marché du travail. Pour promouvoir des politiques durables, les services du FMI exploreront comment concevoir, lorsque cela a de l'importance sur le plan macroéconomique, les politiques relatives aux changement climatique, aux inégalités, à l'égalité hommes-femmes, aux migrations, au vieillissement de la population et à l'accès aux services financiers.</p>
<p>Souscrire à des mesures qui peuvent étayer la</p>	<p>Des institutions et des cadres d'action solides sont des éléments vitaux pour promouvoir la confiance et la résilience. Le FMI renforcera son implication dans les questions relatives à la gouvernance et à la</p>









<p>confiance et la résilience</p>	<p>corruption, notamment en renforçant son dispositif d'évaluation de la corruption et de son impact macroéconomique. Le FMI établira de nouveaux outils analytiques pour faciliter une évaluation franche de la corruption lorsque cette dernière pèse sur les résultats macroéconomiques et pour offrir des conseils plus précis afin de s'attaquer à la corruption tout en assurant un traitement équitable pour tous les pays membres. Il s'agit notamment de renforcer la gestion des finances publiques, la transparence budgétaire et la réglementation. Le FMI aidera aussi ses pays membres à renforcer leur dispositif de réglementation et de contrôle, en particulier pour ce qui est de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que les dispositifs budgétaires de gestion des risques pesant sur les bilans du secteur public. Les services du FMI analyseront les adaptations des règles budgétaires depuis la crise financière mondiale, la viabilité des régimes de retraite, ainsi que les opportunités et les problèmes découlant des technologies numériques en ce qui concerne la politique budgétaire. Le FMI examinera aussi le cadre de viabilité de la dette pour les pays ayant accès aux marchés, et établira des recommandations en ce qui concerne la mise à jour du cadre de viabilité de la dette FMI/Banque mondiale pour les pays à faible revenu.</p>
<p>Promouvoir la coopération internationale</p>	<p>Le FMI continuera de promouvoir un système multilatéral qui s'ajuste à une économie mondiale de plus en plus connectée. Les services du FMI collaboreront avec d'autres institutions pour surveiller les politiques commerciales et promouvoir un système commercial multilatéral ouvert qui soutient la croissance mondiale. Le FMI fournira des évaluations rigoureuses, équitables et franches des déséquilibres et des taux de change, affinera la méthode d'évaluation du secteur extérieur et examinera les politiques relatives aux pratiques de taux de change multiples. Cette analyse peut contribuer aux efforts qui sont déployés pour éviter l'instabilité des taux de change et réduire les déséquilibres courants excessifs d'une manière qui soit propice à la croissance.</p> <p>Les services du FMI aideront les pays membres à profiter en sécurité des bienfaits de l'intégration financière en offrant une meilleure communication des vues institutionnelles du FMI relatives aux flux de capitaux, ainsi qu'en en assurant leur mise en œuvre efficace et cohérente, en tenant compte de l'utilisation et de l'adéquation des mesures de gestion des flux de capitaux. Une analyse multilatérale des répercussions mondiales des politiques nationales sera intégrée aussi dans la surveillance. La conférence annuelle du Département des études du FMI analysera le cycle financier mondial et ses implications pour la gestion des flux de capitaux.</p>

	<p>Le FMI étudiera les impacts des progrès des technologies financières et collaborera avec les organismes normalisateurs internationaux pour achever la réforme de la réglementation financière mondiale et réduire l'incertitude qui entoure la réglementation. Les services du FMI surveilleront l'évolution des relations des correspondants bancaires et coopéreront avec les parties prenantes pour trouver des solutions face à leur baisse. L'évolution de la fiscalité internationale continuera d'être examinée dans les activités de surveillance, et le FMI aidera les pays à renforcer leurs capacités à faire face aux flux financiers illicites. Le FMI continuera aussi d'aider les pays touchés par des conflits et des crises de réfugiés.</p>
<p>Continuer de renforcer le filet mondial de sécurité financière</p>	<p>Pour faciliter la prévention des crises et aider les pays membres à faire face aux chocs, il sera important de disposer d'un filet mondial de sécurité financière solide, cohérent, et accessible de manière fiable. Les services du FMI poursuivront les travaux concernant différents éléments de ce filet de sécurité : il s'agit notamment de préciser la collaboration entre les arrangements financiers régionaux et le FMI ; d'explorer d'éventuelles améliorations à apporter aux mécanismes de prêt du FMI, notamment pour une la fourniture de liquidités à court terme, et d'achever la revue des instruments de précaution ; et d'évaluer si un usage plus large du DTS pourrait améliorer le fonctionnement du système monétaire international. Le FMI entreprendra aussi une revue des programmes récents et de l'utilisation de la conditionnalité. Pour maintenir un FMI solide, reposant sur un système de quotes-parts et disposant de ressources adéquates au centre du filet mondial de sécurité financière, et pour poursuivre le réaligement des quotes-parts des pays membres en fonction de leur positions relatives dans l'économie mondiale, les travaux se poursuivront en vue d'achever la 15^e révision générale des quotes-parts et d'établir une nouvelle formule de calcul des quotes-parts d'ici les réunions de printemps de 2019, ou au plus tard d'ici les Assemblées annuelles de 2019.</p>
<p>Offrir des activités de développement des capacités</p>	<p>Pour aider les pays membres à améliorer la formulation et la mise en œuvre de leur politique économique, le FMI renforcera ses activités de développement des capacités, notamment à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable. Un examen à venir portera principalement sur la poursuite de l'intégration du développement des capacités dans la surveillance et les conseils, ainsi qu'un meilleur ciblage des besoins des pays, en mettant l'accent sur les résultats et en utilisant des moyens de diffusion novateurs qui exploitent les technologies, par exemple les cours en ligne ouverts à tous pour une efficacité optimale dans un dispositif fondé sur les résultats. Les services du FMI renforceront aussi les partenariats stratégiques avec les partenaires</p>

	extérieurs existants, développeront de nouveaux partenariats et mettront en place des mécanismes de financement plus flexibles.
Maintenir un FMI agile, intégré et centré sur ses pays membres	Des priorités et des initiatives importantes ont été menées à bien tout en opérant dans le cadre d'un budget réel à croissance nulle au cours des six dernières années, et ce grâce à une réaffectation stratégique des ressources et à une gestion budgétaire prudente. Le FMI poursuivra ces efforts et continuera de chercher à améliorer son fonctionnement en évaluant soigneusement les risques, en soumettant son modèle opérationnel à un test de résistance par rapport aux tendances à long terme, en continuant à mettre en œuvre ses nouvelles stratégies de ressources humaines et de gestion des connaissances, ainsi qu'en promouvant une plus grande inclusion et une plus grande diversité, notamment au Conseil d'administration.

Annexe I. Mise en œuvre des priorités par les pays membres

Le soutien de la demande continue d'incomber à la politique monétaire, tandis que quelques pays explorent des options qui permettraient de rendre la politique budgétaire plus propice à la croissance. Des progrès satisfaisants ont été accomplis dans le domaine du secteur financier. Les réformes structurelles n'avancent que progressivement.

Politique budgétaire	
Priorités du Plan d'action mondial du printemps 2017	
Les pays qui disposent d'un marges de manœuvre budgétaires devraient mettre en œuvre des mesures pour combler l'écart de production et partager la charge avec la politique monétaire. Les pays devraient rendre les structures impôts-prestations plus propices à la croissance et plus équitables, accroître l'investissement dans des infrastructures de qualité, maintenir un système efficace de protection sociale et exploiter les synergies avec les réformes structurelles.	
Évaluation de la mise en œuvre	
PIB pondérés PPA	Parts
	
Politique monétaire	
Dans les pays où l'écart de production reste négatif ou où l'inflation hors alimentation et énergie demeure trop faible, la politique monétaire devrait rester accommodante, et la politique macroprudentielle devrait contribuer à préserver la stabilité financière lorsque des risques se matérialisent. Les pays émergents et les pays en développement qui appliquent un régime de change flexible et qui sont vulnérables à un durcissement des conditions financières mondiales devraient continuer de laisser leur taux de change amortir les chocs.	
Évaluation de la mise en œuvre	
PIB pondérés PPA	Parts
	
Politique du secteur financier	
Les pays devraient s'attaquer au surendettement du secteur privé et aux problèmes de bilan. Les pays émergents et les pays en développement qui sont vulnérables à un durcissement des conditions financières mondiales devraient reconstituer leurs coussins financiers et renforcer leur cadre d'action, y compris mesures macroprudentielles et politiques relatives aux flux de capitaux.	
Évaluation de la mise en œuvre	
PIB pondérés PPA	Parts
	
Réformes structurelles	
Un ordre de priorité parmi les réformes structurelles devrait être établi selon la situation macroéconomique de chaque pays et ces réformes devraient viser à accroître l'investissement dans l'innovation et le capital humain, à promouvoir la concurrence et l'entrée sur les marchés, ainsi qu'à rehausser le taux d'emploi. Les pays exportateurs de produits de base devraient accélérer l'ajustement à la baisse des prix des produits de base et la diversification de leur économie.	
Évaluation de la mise en œuvre	
PIB pondérés PPA	Parts
	
Note : Les priorités sont tirées du Plan d'action mondial du printemps 2017. L'évaluation prend en considération les progrès réalisés dans la mise en œuvre des priorités depuis lors. Les graphiques de gauche reposent sur les coefficients de pondération du PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA), et les graphiques de droite sont un simple comptage des pays. Le code couleur est le suivant :	
<div style="display: flex; justify-content: center; gap: 10px;"> Achévé Partiellement exécuté Peu ou pas de progrès </div>	

Annexe II. Principales activités du FMI depuis les réunions de printemps

Aide financière

- A approuvé de nouveaux accords en faveur du Cameroun, du Tchad, du Sierra Leone et du Togo (FEC), et du Gabon et de la Mongolie (MEDC), ainsi qu'un décaissement au titre de la facilité de crédit rapide en faveur de la Gambie.

Examens et travaux analytiques pour maintenir la reprise et accroître la résilience

- A continué d'intégrer les questions macrostructurelles et l'évaluation des marges de manœuvre budgétaires dans la surveillance ;
- A entamé les travaux sur la mesure de l'économie numérique ;
- A examiné les enjeux potentiels et les implications statistiques des données massives ;
- A établi le deuxième rapport intérimaire sur la deuxième phase de l'initiative du G20 sur le manque de données (avec le secrétariat du Conseil de stabilité financière) ;
- A examiné l'impact de la dette des ménages sur la stabilité financière ;
- A étudié les liens entre les conditions financières et les risques pesant sur la croissance future ;
- A examiné le rôle du FMI dans les questions liées à la gouvernance ;
- A examiné le renforcement des capacités budgétaires dans les pays fragiles ;
- A recensé des considérations initiales en ce qui concerne les technologies financières et les services financiers ;
- A examiné le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu ;
- A examiné le rôle des mesures macroprudentielles en vue d'accroître la résilience aux flux de capitaux ;
- A examiné l'initiative sur les normes et les codes.

Promotion de politiques favorables à une économie mondiale plus inclusive :

- A examiné le rôle de la politique budgétaire dans la réduction des inégalités ;
- A examiné les facteurs et les implications de la dynamique récente des salaires dans les pays avancés ;
- A examiné comment les pays à faible revenu peuvent faire face aux effets économiques et des chocs climatiques ;
- A examiné les garde-fous sociaux dans les programmes appuyés par le FMI dans les pays à faible revenu.

Renforcement de la coopération internationale

- A formulé des propositions pour la réforme des instruments du FMI, qui ont débouché sur la création d'un nouvel instrument de coordination de la politique économique ;
- A analysé les positions extérieures dans le cadre du rapport sur le secteur extérieur ;
- A analysé le rôle du FMI en ce qui concerne le Pacte avec l'Afrique ;
- A publié un document sur la collaboration entre les accords financiers régionaux et le FMI, et a entamé des travaux sur la conception de programmes dans les unions monétaires ;
- A entamé les travaux sur la 15^e révision générale des quotes-parts.


































Activités de développement des capacités appuyées par le Plan d'action mondial :

- A continué de développer les activités de développement des capacités : près de la moitié de l'assistance technique va aux pays à faible revenu et plus de la moitié des activités de formation aux pays émergents et aux pays à revenu intermédiaire ;
- A continué d'élargir la portée des formations du FMI grâce aux cours en ligne, qui représentent actuellement environ 30 % du total des formations ;
- A évalué les activités de développement des capacités à l'appui de la stratégie à moyen terme de gestion de la dette ;

- A renforcé les synergies entre surveillance, prêts, assistance technique et formation, notamment grâce à la mise en place du centre régional de formation et d'assistance technique en Asie du Sud ;
- A continué de développer les capacités dans les questions relatives au secteur financier, avec l'Afrique comme principal bénéficiaire ;
- A continué de mettre en place un dispositif de développement des capacités pour les pays fragiles en vue de réaliser les objectifs de renforcement des institutions, de renforcer le suivi des résultats et d'améliorer la coordination avec les autres partenaires ;
- A continué d'appuyer, en collaboration avec l'OCDE, les Nations Unies et la Banque mondiale, les travaux sur les questions relatives à la fiscalité internationale, notamment par le biais de la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales ;
- A collaboré avec des partenaires sur le Programme de développement pour l'après-2015, notamment en appuyant les efforts déployés par les pays pour mobiliser des recettes.

Annexe III. Mise en œuvre des tâches du FMI

(Avril-octobre 2017)

Appuyer les efforts déployés pour maintenir la reprise, ainsi qu'accroître la productivité et la résilience	
<i>Politique budgétaire</i>	
 Évaluation des marges de manœuvre budgétaires, mise à jour et bilan ¹	 Renforcement des capacités budgétaires ¹
 Examen du cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu	 Examen du cadre de viabilité de la dette pour les pays ayant accès aux marchés ¹
 Mobilisation des recettes domestiques	 Fiscalité internationale
<i>Politiques monétaire, de change et macroprudentielle</i>	
 Flux de capitaux et mesures macroprudentielles	 Analyse macrofinancière
 Relations de correspondants bancaires	 Norme évaluable relatives à la finance islamique ¹
 Finance et technologie	 Réformes de la réglementation financière
 Examen de l'évaluation obligatoire de la stabilité financière	 Examen de la politique relative aux pratiques de taux de change multiples
<i>Réformes structurelles</i>	
 Réformes macrostructurelles	 Catastrophes naturelles et changement climatique
 Initiatives de soutien à la politique des infrastructures	 Égalité femmes-hommes
Promouvoir des politiques durables qui conduisent à une économie mondiale plus inclusive	
 Normes et codes ¹	 Utilisation d'indicateurs de tierces parties dans les travaux du FMI
 Gouvernance	 Politiques macrostructurelles et inégalités de revenu dans les pays à faible revenu
 Objectifs sociaux dans les programmes appuyés par le fonds fiduciaire RPC	 Développement des capacités
 Examen des mécanismes en faveur des pays à faible revenu ¹	 Revue intérimaire complète de la surveillance ¹
Faciliter des solutions multilatérales pour des problèmes mondiaux	
 Adéquation du filet mondial de sécurité financière	 Dialogue entre débiteurs et créiteurs ¹
 Arrangements financiers régionaux ¹	 Régimes d'insolvabilité bancaire ¹
 Gouvernance et ressources du FMI	 Rôle du DTS
 Conception de programmes dans les unions monétaires ¹	

¹ Les documents et rapports du Conseil d'administration qui devraient être fournis au-delà de l'horizon considéré sont considérées comme des travaux en cours.

Note : Tâches du FMI figurant dans le Plan d'action mondial et le Programme de travail du printemps 2017. Le code couleur est le suivant :

Achévé	En cours	Retarder
--------	----------	----------